

MONDE

François FILLON a Bagdad ce jeudi. But : obtenir un engagement politique du gouvernement irakien pour conclure un accord de protection des investissements français en Irak. Il est accompagné de Christine LAGARDE, de la présidente du Medef, Laurence PARISOT et d'une importante délégation de patrons français, dont Christophe de MARGERIE (Total), Louis GALLOIS (EADS), Henri LACHMANN (Schneider) et Jean-Louis CHAUSSADE (directeur général de Suez Environnement).

Les Etats-Unis demandent du renfort pour l'Afghanistan. « *Les Etats-Unis assument leur part (...), l'Europe et l'Allemagne peuvent et doivent en faire plus* », a déclaré le représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Otan, Ivo DAALDER. « Les renforts de troupes que nous et d'autres avons envoyés pour renforcer la sécurité (pendant l'élection présidentielle) doivent rester après les élections », a-t-il ajouté dans un discours qui apparaît comme le premier appel concret de l'administration du président Barack OBAMA à des renforts.

Iran – MOUSSAVI et KAROUBI refusent de reconnaître le gouvernement. Pour le chef de l'opposition, Mir Hossein MOUSSAVI, « Notre devoir historique est de continuer à protester pour défendre le droit du peuple ». Un groupe d'hommes politiques dont il fait partie a décidé de créer « une formation politique légale pour défendre les droits et les votes piétinés des citoyens lors de la présidentielle ». Avant lui, l'ancien candidat réformateur Mehdi KAROUBI a affirmé que « Cette élection n'est pas valable et je ne reconnais pas ce gouvernement comme légitime ». Après avoir procédé à un recomptage partiel des voix de l'élection présidentielle contestée, opération boudée par les candidats contestataires, Téhéran a confirmé la réélection du président Mahmoud AHMADINEJAD, comme prévu par les autorités. Parallèlement, l'Iran a libéré cinq des neuf employés locaux de l'ambassade de Grande-Bretagne et assuré qu'il ne souhaitait pas réduire ses relations diplomatiques avec les Occidentaux.

Albanie. Le Parti démocratique du Premier ministre Sali BERISHA s'est proclamé vainqueur des élections législatives de dimanche, une annonce aussitôt contestée par l'opposition socialiste qui crie à la fraude électorale.

Qui prendra la tête de l'AIEA ? Le candidat slovène Ernest PETRIC s'est retiré de la course à la succession du directeur général, Mohamed ELBARADEI, de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le candidat belge Jean-Pol PONCELET n'avait pas non plus obtenu la moindre voix lors du vote informel au conseil. L'actuel ambassadeur du Japon auprès de l'AIEA Yukiya AMANO, était arrivé en tête avec 20 voix sur 35, suivi par son rival sud-africain l'ambassadeur Abdul Samad MINTY qui a recueilli 11 voix. Le dernier des six candidats en lice, l'Espagnol Luis ECHAVARRI avait obtenu 4 voix. Le conseil des gouverneurs doit se réunir à nouveau pour procéder à un vote formel.

Le Saint-Siège fait du social. L'encyclique de Benoît XVI sur des thèmes sociaux, la troisième de son pontificat, serait publiée le 7 juillet. Ce texte, intitulé « Caritas in veritate » (la charité en vérité) « reprend les thématiques sociales contenues dans « Populorum progressio » écrite par Paul VI en 1967 ». Ce document sera « une nouvelle contribution de l'Eglise destinée à l'humanité dans ses efforts pour un développement durable dans le plein respect de la dignité humaine et des exigences réelles de tous », a assuré Benoît XVI.

Réparation des spoliations subies par les Juifs. 46 pays se sont engagés à poursuivre le processus, dans une déclaration internationale. Fruit de longs mois de discussions, la déclaration dite de « Terezin » - du nom d'un ancien ghetto juif situé au nord de Prague – engage les signataires à élargir l'accès aux archives pour faciliter l'identification des biens confisqués. La déclaration prévoit aussi d'utiliser les biens des victimes sans descendance pour apporter une aide sociale aux survivants et développer l'éducation sur la Shoah. Parallèlement à la déclaration, l'UE s'est engagée à créer un « Institut européen sur l'héritage de la Shoah ».

Présidence suédoise. Le début de la présidence tournante est marqué par la crainte de voir les problèmes institutionnels prendre le pas sur ses priorités affichées concernant le climat ou la crise économique. « Ce n'est pas le moment pour l'Europe de se regarder le nombril et de se perdre dans les problèmes institutionnels », a prévenu son Premier ministre Fredrik REINFELDT, qui demande « de la clarté ». Problème le plus urgent pour les Suédois : la fragilité politique du président de la Commission européenne José Manuel BARROSO.

L'ADLE ajoute son grain de sel libéral. Après les socialistes et les Verts qui plaident en faveur d'un report du vote à l'automne, c'était hier au tour du Groupe de l'alliance des démocrates et des libéraux européens (ADLE), troisième force politique au Parlement avec 84 élus, de prendre officiellement position. « Nous attendons un programme complet pour cinq ans, pas quelques lignes pour convaincre le Conseil ». Aucun des deux grands groupes, conservateurs du PPE et socialistes de l'APSD, n'ayant la majorité, le groupe de l'ADLE est incontournable pour toute prise de décision.

La Suède va en outre devoir gérer le Traité de Lisbonne. Si le traité est finalement ratifié, il lui appartiendra d'initier le processus de négociation pour les nominations de « président stable » de l'UE et « ministre des Affaires étrangères » de l'Union. En fait, le débat est déjà entamé. Le titulaire du poste « devra être au point d'équilibre entre ceux qui veulent une forte personnalité et ceux qui veulent quelqu'un se contentant de présider le Conseil européen ». « Les pays petits et moyens » comme la Suède « sont moins désireux d'avoir un dirigeant fort, car ils y voient le risque d'être dominés par les grands pays », prévient M. REINFELDT. Mais M. SARKOZY souhaite « quelqu'un de fort et d'ambitieux ». Il a été le premier, en 2007, à lancer le nom de l'ancien Premier ministre britannique (travailliste) Tony BLAIR, option soutenue par M. Silvio BERLUSCONI et bien évidemment M. Gordon BROWN. Mais elle est loin de faire l'unanimité.

Et les deux députés français supplémentaires ? Le Secrétariat général du gouvernement réfléchit. Peu avant son départ du Quai d'Orsay, Bruno LE MAIRE, a indiqué que « *sur la question des députés supplémentaires, le Conseil européen a ouvert plusieurs options, consistant à appliquer la loi électorale en vigueur ou à en adopter une autre. La France s'en tient à sa position : ses deux députés supplémentaires seront élus suivant une procédure législative particulière, élaborée par le secrétariat général du Gouvernement, qui examinera les différentes voies juridiques, en parfaite coordination avec les élus et après l'adoption du Traité de Lisbonne, c'est-à-dire une fois qu'elle sera sûre que ces sièges lui seront attribués* ». Parmi ces voies, il y a la proposition de loi du Sénateur del PICCHIA pour une élection partielle dans une circonscription « outremer / outre frontières », Français de l'Etranger.

Berlin freine Lisbonne. Dans un arrêt, la Cour constitutionnelle a estimé que, en raison d'un « *déficit de démocratie structurel* » au niveau de l'Union européenne, les droits de codécision du Parlement allemand doivent être clairement inscrits dans une loi, pour « *garantir l'efficacité du droit de vote* » des citoyens allemands et « *veiller* » à ce que l'Union européenne « *n'outrepasse pas les compétences qui lui ont été octroyées* ». « Pour résumer, on pourrait dire : la Constitution dit oui au Traité de Lisbonne mais exige au niveau national un renforcement de la responsabilité du parlement en matière d'intégration », a précisé le vice-président de la Cour constitutionnelle Andreas VOSSKUHL. Le président de la République Horst KOHLE, attendait cet arrêt de la Cour pour promulguer la loi votée par le Bundestag et le Bundesrat.

Factures de téléphone moins chères. La nouvelle réglementation des tarifs de téléphonie mobile depuis l'étranger est entrée en vigueur. Selon le règlement « roaming » de 2007 les appels en itinérance doivent être facturés, à partir du 1^{er} juillet 2009, un maximum de 0,43 euro la minute (TVA exclue) pour les appels sortants et un maximum de 0,19 euro la minute (TVA exclue) pour les appels entrants. De même, les frais d'itinérance pour les SMS ne devraient pas être facturés plus de 0,11 euro (TVA exclue) à partir du 1^{er} juillet 2009.

Recul des prix à la consommation dans la zone euro. C'est la première fois depuis sa création en 1999. Les 16 pays de la zone euro ont connu une inflation négative de -0,1 % en juin par rapport au même mois de l'année dernière, après 0,0 % en mai.

Le PIB irlandais s'effondre. Chute de 8,5 % au premier trimestre sur un an, accélérant sa baisse après -8 % au quatrième trimestre 2008 (révisé de -0,5 point. Le PIB de l'Ukraine a quant à lui chuté de 20,3 % au premier trimestre 2009 par rapport à la même période de 2008.

Débâcle électorale pour les KIRCHNER. La présidente argentine Cristina KIRCHNER a perdu les élections législatives de mi-mandat, son parti perdant la majorité dans les deux chambres et essuyant une défaite dans les cinq principales circonscriptions. L'ancien chef d'Etat Nestor KIRCHNER (2003-2007), époux de la présidente et candidat à la députation dans la province de Buenos Aires, a été battu par son rival Francisco De NARVAEZ (34,5 % des suffrages contre 32,1 %). Le couple présidentiel a même perdu dans son fief de Santa Cruz (Patagonie), la province natale de M. KIRCHNER, dont il fut trois fois gouverneur.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Le mea culpa de Nicolas SARKOZY. Dans un entretien au Nouvel Observateur, le président de la République admet avoir « *commis des erreurs* ». « *J'ai commis des erreurs mais j'écoute, j'apprends, peut-être même je progresse* ». Alors qu'il entame la seconde partie de son quinquennat, le chef de l'Etat Nicolas SARKOZY se présente comme un président changé par l'exercice du pouvoir, s'efforçant à plus de consensualisme. Un changement de communication qui semble plutôt lui réussir, puisque, même s'il reste majoritairement impopulaire (51 % de mauvaises opinions contre 45 % de bonnes), sa cote est remontée de deux points en juin, selon un dernier sondage BVA.

La très polémique soirée au Fouquet's, le soir de son élection et ses amitiés avec les grands patrons : Il dit avoir réalisé que « *la retenue et la transparence* » sont exigées désormais du président de la République. Tout en rappelant qu'on n'avait pas la même exigence à l'égard de l'ancien président François MITTERRAND, que M. SARKOZY critique de façon d'ailleurs récurrente tout au long de l'interview.

La fin de l'élan réformateur : le président dément tout coup d'arrêt mais reconnaît une évolution dans son action. « *Ce n'est pas la fin des réformes, elles continueront. Mais je dois tenir compte des critiques, des épreuves, des échecs, pour essayer de faire mieux. Je veux conduire ces réformes en cherchant une adhésion large, en développant la discussion* ».

Ses relations avec le Premier ministre : M. SARKOZY affirme qu'« *il n'y a aucune détestation entre François FILLON et moi. Nous travaillons depuis longtemps en bonne intelligence, en nous respectant, en nous complétant* ».

« **L'Espoir à gauche** ». Ce courant réunit au sein du PS les membres de la motion défendue au Congrès de Reims par Ségolène ROYAL. Premiers ateliers d'été à Marseille les 21 et 22 août, avec trois maîtres-mots : « *projet* », « *ouverture* » et « *rassemblement* ». Son dirigeant, Vincent PEILLON, revendique le « *premier courant dans le parti* » (avec 30 fédérations).

Les invités : Vert Daniel COHN-BENDIT et Marielle de SARNEZ (MoDem). Le président du PRG Jean-Michel BAYLET, l'ancien secrétaire national du PCF Robert HUE et le président d'honneur du MRC Jean-Pierre CHEVENEMENT. Candidat déclaré à d'éventuelles primaires, Manuel VALLS, qui vient de lancer son club, animera des débats. La présence de Mme ROYAL est incertaine.

Monsieur l'Ambassadeur Roger KAROUTCHI. L'ancien secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement a été nommé ambassadeur de France auprès de l'OCDE à Paris. Nomination heureuse pour le Sénateur Jacques GAUTIER, son suppléant qui aurait dû abandonner son mandat si Roger KAROUTCHI était revenu au Sénat. La Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées s'est félicitée de son maintien au Sénat.

Le communicant va communiquer. Privé très bientôt d'Assemblée nationale – il devra abandonner son mandat dès le retour de l'ex-ministre André SANTINI – Frédéric LEFEBVRE devrait être nommé Secrétaire d'Etat à la communication, auprès de Frédéric MITTERRAND. Il serait chargé des dossiers des nouvelles technologies et en particulier il aura à gérer avec Michèle AILLOT-MARIE la fameuse loi Hadopi II contre le piratage sur le net.

Ambiance, ambiance... Après une réunion des délégations PG et NPA, Jean-Luc MELENCHON et Olivier BESANCENOT, qui s'étaient séparés bruyamment, se sont dits prêts à « *travailler à la perspective d'un rassemblement politique* » en vue des régionales.

Résultats des élections municipales partielles. La liste UMP du maire sortant Jean-Paul ALDUY remporte le 2^{ème} tour à Perpignan. L'élection avait été annulée pour fraude électorale. A Hénin-Beaumont, le Front national a remporté le 1^{er} tour avec près de 40% des votes, face à une gauche divisée, qui appelle aujourd'hui à un rassemblement républicain.

PARLEMENT

Parlement

La session la plus longue. L'Assemblée nationale a siégé plus de 1.129 heures sur 131 jours au cours de la session ordinaire qui s'est achevée le 30 juin. Le Sénat a siégé 950 heures 05 sur 124 jours. 30 textes ont été adoptés, dont 22 projets de loi et 8 propositions de loi, auxquels il faut ajouter 73 rapports. Les députés ont déposé 267 propositions de loi et 16.984 amendements (dont 3.089 adoptés). Les sénateurs ont déposé 108 propositions de loi, 269 rapports et 8.021 amendements déposés. Parmi les 8 propositions de loi adoptées, 4 étaient d'origine sénatoriale.

Assemblée nationale

Karachi. La création de la mission d'information a été acceptée à l'unanimité par la commission de la Défense de l'Assemblée nationale et devrait débiter ses travaux en septembre. L'attentat de Karachi avait fait 14 morts, dont 11 Français, en mai 2002.

La mission d'information parlementaire sur la burqa. Officiellement installée, elle est composée de 32 membres (17 UMP, 11 PS, 2 GOR, 2 NC), souvent des élus de banlieue, et présidée par le député-maire (PCF) de Vénissieux André GERIN, qui avait lancé le débat. La mission reflète la volonté unanime de dépasser les clivages politiques pour réfléchir à ce sujet.

Motion de censure déposée par le PS contre la politique socio-économique du gouvernement. Elle serait débattue mercredi 8 juillet et défendue par l'ancien Premier ministre Laurent FABIUS

Initiative parlementaire. L'Assemblée nationale a adopté en première lecture la proposition de loi du Nouveau Centre (NC) qui introduit, en cas de procédure de reclassement, l'obligation pour l'employeur de proposer au salarié une « rémunération équivalente » en « valeur absolue » à celle qu'il percevait dans son précédent emploi.

Sénat

Grenelle. Le Sénat a adopté la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement en deuxième lecture.

Les Présidences de groupes parlementaires. Ils seront élus le 7 juillet.

Nouvelle candidature à l'UMP. Eric DOLIGE, sénateur du Loiret, a annoncé sa candidature face à Gérard LONGUET pour la présidence du groupe UMP « *Je représente une fraction importante du groupe UMP, je prétends être un partenaire fidèle et respectueux du gouvernement mais qui n'hésitera pas à défendre la personnalité du Sénat* », a-t-il précisé. L'ancien Premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN, sénateur de la Vienne, a apporté son soutien « *actif, amical et stratégique* » à Gérard LONGUET, qui est également un proche du président de la République.

Au groupe Union Centriste (UC), trois sénateurs ont annoncé leur candidature : Nicolas ABOUT, sénateur des Yvelines, président de la commission des Affaires sociales, Jean-Léonce DUPONT, sénateur du Calvados, vice-président du Sénat, et François ZOCHEITO, sénateur de la Mayenne. Le groupe compte 28 sénateurs depuis le départ au gouvernement de Michel MERCIER.

CONSEIL DES MINISTRES

Décrets. Attributions du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche et du ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire. / Postes territoriaux ouvrant droit à la hors classe du grade de préfet. / Rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Communications. La préparation de la campagne de lutte contre les feux de forêts. / Bilan de la session parlementaire et présentation de la session extraordinaire. / La lutte contre le dopage.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Hausse des ventes de voitures particulières neuves de 7,1 % en juin en France, les deux groupes français PSA et Renault enregistrant des hausses respectives de 12,7 % et 10,3.

Les revenus des agriculteurs français se sont effondrés en moyenne de 20 % en 2008, selon les comptes provisoires de l'agriculture, publiés par le ministère.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

C'est officiel : publication au JO du 2 juillet de l'arrêté du 25 juin 2009 qui nomme les « membres désignés » de l'Assemblée des Français de l'étranger.

Députés des Français établis hors de France. Le projet d'ordonnance pour le découpage des circonscriptions a été validé et publié au JO par la commission indépendante présidée par Yves GUENA. Le projet est maintenant examiné par le Conseil d'Etat. S'il passe le Conseil d'Etat, les deux ordonnances, ainsi qu'une loi organique devraient être adoptées en Conseil des ministres le 27 juillet. La loi de ratification et la loi organique devraient passer au parlement à l'automne.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=F08154D37E6D4DECA9F830E2322DC2B7.tpdjo10v_1?cidTexte=JORFTEXT000020797364&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

SANTÉ – SOCIÉTÉ

La rescapée est rentrée à Paris. La jeune française, Bahia, qui seule a survécu à l'accident de l'A310 de la compagnie Yemenia, aux larges des Comores, a été ramenée à bord du Falcon d'Alain JOYANDET, secrétaire d'Etat à la Coopération. 152 personnes sont trouvées mortes dans cette nouvelle catastrophe, dont 66 Français.

La CMU rebute les médecins. Un quart des médecins et dentistes installés à Paris refusent de recevoir des patients bénéficiaires de la Couverture maladie universelle (CMU), qui couvre les frais de santé des plus démunis, selon un rapport de l'Institut de recherche et documentation en économie de la Santé. La proportion est de 31,6 % chez les dentistes, 19,4 % chez les généralistes, 28,1 % chez les ophtalmologues, 38,1 % chez les gynécologues et 5,2 % chez les radiologues.

La Cour des comptes a refusé de certifier les comptes, pour la première fois cette année, de la branche retraite du régime général de la Sécurité sociale et de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), trop de pensions de retraite comportant, selon elle, des erreurs, pour un montant cumulé trop élevé. La Cour a également refusé de certifier les comptes de la branche famille et de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) de l'année 2008, en raison, notamment, d'une maîtrise insuffisante des risques financiers. Le régime général a représenté l'an passé 332 millions d'euros de charges, avec un déficit évalué à 10,2 millions d'euros.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Chargeurs de téléphone harmonisés en 2010. C'est la réponse de la commission européenne au souci constant des consommateurs qui changent de téléphone mobile.

Fini les 100 W. Les ampoules à incandescence de 100 W sont depuis cette semaine interdites en Europe. L'Europe contraint ainsi à l'utilisation des ampoules à faible consommation.

CARNET

Nominations

François ALABRUNE, ancien consul général à Québec, ancien directeur adjoint des affaires juridiques au Quai d'Orsay, devient représentant permanent auprès de l'OSCE à Vienne

Paul DAHAN, jusqu'alors conseiller du directeur central du renseignement intérieur au ministère de l'Intérieur devient représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Laurent BILL, conseiller des affaires étrangères, ambassadeur en Thaïlande, ancien collaborateur de Jacques CHIRAC à l'Élysée, devrait être nommé directeur du cabinet d'Hervé MORIN (Défense).

Nadine BELLUROT, ancienne conseillère parlementaire au cabinet de Rachida DATI au ministère de la Justice, devrait diriger le cabinet d'Henri de RAINCOURT (Relations avec le Parlement).

Fabien de SANS NICOLAS, secrétaire national de l'UMP, chargé de la vie associative, ancien président des Jeunes de l'UMP, devrait être chef adjoint du cabinet de Christian ESTROSI (Industrie).

Brigitte GIRARDIN, ancienne ministre et collaboratrice du président Jacques CHIRAC, présidera l'Association des Amis de Dominique de VILLEPIN Club Villepin.fr.

Rémy CHARDON, préfet, ancien président d'Autoroutes Paris-Rhin-Rhône, ancien directeur du cabinet de Jacques CHIRAC à la Mairie de Paris, présidera la Fondation Progosa pour l'Afrique.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr